

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT TOUS LES SAMEDIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
                           Par porteur ou par la poste.  
                           Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
                           Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée; moitié prix; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
 Pour les réclames, demander le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 15 mai — Décrets relatifs à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires néerlandais, luxembourgeois et norvégien. (*Arrêté de promulgation n° 311 du 14 juin 1940*) . . . . . 359
- 17 mai — Décret rendant applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 9 mars 1940 modifiant l'article 250 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 263 du code de justice militaire pour l'armée de mer. (*Arrêté de promulgation n° 316 du 16 juin 1940*) . . . . . 363
- 18 mai — Décret appliquant au Togo et au Cameroun les dispositions du décret-loi du 20 janvier 1940 complétant le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations. (*Arrêté de promulgation n° 318 du 16 juin 1940*). . . . . 364
- 29 mai — Décret portant modification de la législation minière dans certaines colonies et territoires sous mandat. (*Arrêté de promulgation n° 317 du 16 juin 1940*). . . . . 365
- 30 mai — Arrêté interministériel relatif aux intermédiaires. (*Arrêté de promulgation n° 315 du 16 juin 1940*). . . . . 366

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

- 14 juin — N° 312 — Arrêté réglementant l'exportation des maïs du territoire du Togo. . . . . 366
- 14 juin — N° 313 — Arrêté réglementant l'exportation de l'huile de palme du territoire du Togo. . . . . 367
- Divers . . . . . 367

### PARTIE NON OFFICIELLE

- Avis et communications . . . . . 368

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires occupés par l'ennemi**

*ARRETE N° 311 promulguant au Togo les décrets du 15 mai 1940 relatifs à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires néerlandais, luxembourgeois et norvégien.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
 OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 septembre 1939 étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant interdiction des rapports avec l'ennemi, ensemble les décrets du 1<sup>er</sup> septembre 1939 pris pour son exécution, promulgué au Togo le 17 décembre 1939;

Vu le décret-loi du 24 avril 1940 relatif à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire occupé par l'ennemi, promulgué au Togo le 28 mai 1940;

Vu les décrets du 15 mai 1940 relatifs à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires néerlandais, luxembourgeois et norvégien;

Vu la dépêche ministérielle n° 846/S du 28 mai 1940;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 15 mai 1940 relatifs à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires néerlandais, luxembourgeois et norvégien.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

### *SAUVEGARDE des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire néerlandais.*

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du blocus, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des colonies;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à l'application dudit décret-loi en ce qui concerne la déclaration et la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis;

Vu le décret-loi du 24 avril 1940 relatif à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire occupé ou envahi par l'ennemi;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Devront être déclarés les biens, droits et intérêts appartenant à :

a) Tous ressortissants néerlandais se trouvant en territoire ennemi ou en territoire occupé par l'ennemi ou ayant eu leur résidence habituelle dans un de ces territoires à la date du 10 mai 1939;

b) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, qui avaient leur siège en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi à la date du 10 mai 1939;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a et b ci-dessus.

Les déclarations se feront dans les conditions prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent décret.

Ces biens, droits et intérêts pourront être mis sous séquestre conformément aux dispositions du décret précité.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux biens, droits et intérêts des personnes qui y sont visées lorsque :

1<sup>o</sup> — S'il s'agit de personnes physiques, elles justifient avoir quitté le territoire ennemi ou occupé par l'ennemi à la suite de cette occupation et avoir établi leur résidence en territoire français, allié ou neutre;

2<sup>o</sup> — S'il s'agit de personnes morales, leurs représentants dûment qualifiés sont établis en territoire français, allié ou neutre et ont rompu toutes relations avec le territoire ennemi et le territoire d'un Etat occupé par l'ennemi, ou bien ont quitté ces territoires à la suite de l'occupation et ont fondé un établissement en territoire français, allié ou neutre.

Les Néerlandais qui établissent leur résidence en pays neutre ne pourront toutefois bénéficier des dispositions qui précèdent que si leur gouvernement y donne son accord.

ART. 3. — La déclaration des dettes résultant de l'importation de marchandises originaires ou en provenance du territoire néerlandais occupé par l'ennemi dans le territoire douanier français, les colonies, les territoires africains sous mandat français, doit être effectuée auprès de l'office de compensation dans le cas où cette déclaration est obligatoire en vertu des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus.

La déclaration devra préciser le montant de chaque dette et son échéance. Elle devra être produite dans les trois mois de la date de la publication du présent décret.

Les débiteurs sont tenus de verser le montant de ces dettes dès qu'elles deviennent exigibles à l'office de compensation désigné de plein droit comme administrateur séquestre.

ART. 4. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du ministère des colonies. Le ministre des affaires étrangères est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain ainsi qu'aux Etats du Levant sous mandat français.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du blocus, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,  
Paul REYNAUD.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Albert SÉROL.

Le ministre de l'intérieur,  
Henri ROY.

Le ministre des finances,  
Lucien LAMOUREUX.

Le ministre du blocus,  
Georges MONNET.

Le ministre du commerce et de l'industrie,  
Louis ROLLIN.

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

*SAUVEGARDE des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire luxembourgeois.*

# **RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 15 mai 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 24 avril 1940 a autorisé le Gouvernement à prendre toutes mesures que les circonstances imposent pour empêcher que des avoirs appartenant à des personnes physiques ou morales de la nationalité d'un Etat dont le territoire a été occupé ou envahi par l'ennemi, ne passe sous le contrôle de ce dernier, et pour assurer ainsi leur sauvegarde jusqu'à la fin des hostilités. Le texte précité prévoyait donc que des décrets pourraient être pris pour préciser les territoires auxquels ces mesures seraient applicables ainsi que les modalités de leur application.

L'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation est de déterminer ces mesures en ce qui concerne les biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire luxembourgeois occupé par l'ennemi.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,  
Paul REYNAUD.*

*Le ministre de l'intérieur,  
Henri ROY.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Albert SÉROL.*

*Le ministre des finances,  
Lucien LAMOUREUX.*

*Le ministre du blocus,  
Georges MONNET.*

*Le ministre du commerce et de l'industrie,  
Louis ROLLIN.*

*Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.*

## **LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du blocus, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des colonies;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à l'application dudit décret-loi en ce qui concerne la déclaration et la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis;

Vu le décret-loi du 24 avril 1940 relatif à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire occupé ou envahi par l'ennemi;

## **DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Devront être déclarés les biens, droits et intérêts appartenant à :

a) Tous ressortissants luxembourgeois se trouvant en territoire ennemi ou en territoire occupé par l'en-

nemi ou ayant eu leur résidence habituelle dans un de ces territoires à la date du 10 mai 1939;

b) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, qui avaient leur siège en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi à la date du 10 mai 1939;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a et b ci-dessus.

La déclaration se fera dans les conditions prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent décret.

Ces biens, droits et intérêts pourront être mis sous séquestre, conformément aux dispositions du décret précité.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux biens, droits et intérêts des personnes qui y sont visées lorsque :

1<sup>o</sup> — S'il s'agit de personnes physiques, elles justifient avoir quitté le territoire ennemi ou occupé par l'ennemi à la suite de cette occupation et avoir établi leur résidence en territoire français, allié ou neutre;

2<sup>o</sup> — S'il s'agit de personnes morales, leurs représentants dûment qualifiés sont établis en territoire français, allié ou neutre, et ont rompu toutes relations avec le territoire ennemi et le territoire d'un Etat occupé par l'ennemi, ou bien ont quitté ces territoires à la suite de l'occupation et ont fondé un établissement en territoire français, allié ou neutre.

Les Luxembourgeois qui établissent leur résidence en pays neutre ne pourront toutefois bénéficier des dispositions qui précèdent que si leur gouvernement y donne son accord.

ART. 3. — La déclaration des dettes résultant de l'importation de marchandises originaires ou en provenance du territoire luxembourgeois occupé par l'ennemi dans le territoire douanier français, les colonies, les territoires africains sous mandat français, doit être effectuée auprès de l'office de compensation dans le cas où cette déclaration est obligatoire en vertu des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus.

La déclaration devra préciser le montant de chaque dette et son échéance. Elle devra être produite dans les trois mois de la date de la publication du présent décret.

Les débiteurs sont tenus de verser le montant de ces dettes dès qu'elles deviennent exigibles à l'office de compensation désigné de plein droit comme administrateur séquestre.

ART. 4. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du ministre des colonies. Le ministre des affaires étrangères est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain, ainsi qu'aux Etats du Levant sous mandat français.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du blocus, le ministre du com-

merce et de l'industrie et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Paul REYNAUD.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri ROY.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

*Le ministre du blocus,*  
Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

SAUVEGARDE des biens appartenant aux personnes  
se trouvant en territoire norvégien.

#### RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 15 mai 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 24 avril 1940 a autorisé le Gouvernement à prendre toutes mesures que les circonstances imposent pour empêcher que des avoirs appartenant à des personnes physiques ou morales de la nationalité d'un Etat dont le territoire a été occupé ou envahi par l'ennemi, ne passent sous le contrôle de ce dernier, et pour assurer ainsi leur sauvegarde jusqu'à la fin des hostilités. Le texte précité prévoyait donc que des décrets pourraient être pris pour préciser les territoires auxquels ces mesures seraient applicables ainsi que les modalités de leur application.

L'objet du présent décret, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation, est de déterminer ces mesures en ce qui concerne les biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire norvégien occupé par l'ennemi.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri ROY.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

*Le ministre du blocus,*  
Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du blocus, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des colonies;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à l'application dudit décret-loi, en ce qui concerne la déclaration et la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis;

Vu le décret-loi du 24 avril 1940 relatif à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire occupé ou envahi par l'ennemi;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Devront être déclarés les biens, droits et intérêts appartenant à :

a) Tous ressortissants norvégiens se trouvant en territoire ennemi ou en territoire occupé par l'ennemi ou ayant eu leur résidence habituelle dans un de ces territoires à la date du 9 avril 1940;

b) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, qui avaient leur siège en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi à la date du 9 avril 1940;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a et b ci-dessus.

La déclaration se fera dans les conditions prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent décret.

Ces biens, droits et intérêts pourront être mis sous séquestre, conformément aux dispositions du décret précité.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux biens, droits et intérêts des personnes qui y sont visées lorsque :

1<sup>o</sup> — S'il s'agit de personnes physiques, elles justifient avoir quitté le territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, à la suite de cette occupation, et avoir établi leur résidence en territoire français, allié ou neutre;

2<sup>o</sup> — S'il s'agit de personnes morales, elles justifient que leurs représentants dûment qualifiés ont quitté le territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, à la suite de cette occupation, et ont fondé un établissement en territoire français, allié ou neutre.

Les Norvégiens qui établissent leur résidence en pays neutre ne pourront, toutefois, bénéficier des dispositions qui précèdent que si leur gouvernement y donne son accord.

ART. 3. — La déclaration des dettes résultant de l'importation de marchandises originaires ou en provenance du territoire norvégien occupé par l'ennemi dans le territoire douanier français, les colonies, les territoires africains sous mandat français, doit être effectuée auprès de l'office de compensation dans les cas où cette déclaration est obligatoire en vertu des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus.

La déclaration devra préciser le montant de chaque dette et son échéance. Elle devra être produite dans les trois mois de la date de publication du présent décret.

Les débiteurs sont tenus de verser le montant de ces dettes dès qu'elles deviennent exigibles, à l'office de compensation désigné de plein droit comme administrateur séquestre.

ART. 4. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du ministère des colonies. Le ministre des affaires étrangères est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain, ainsi qu'aux États du Levant sous mandat français.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre du blocus, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*

Paul REYNAUD.

*Le ministre des finances,*

Lucien LAMOUREUX.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Albert SÉROL.

*Le ministre de l'intérieur,*

Henri ROY.

*Le ministre du blocus,*

Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

#### Code de justice militaire

ARRETE N° 316 promulguant au Togo le décret du 17 mai 1940 rendant applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 9 mars 1940 modifiant l'article 250 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 263 du code de justice militaire pour l'armée de mer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 17 mai 1940 rendant applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 9 mars 1940 modifiant l'article 250 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 263 du code de justice militaire pour l'armée de mer;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 mai 1940 rendant applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 9 mars 1940 modifiant l'article 250 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 263 du code de justice militaire pour l'armée de mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 17 mai 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 9 mars 1940 a modifié, en ce qui concerne le territoire métropolitain, l'article 250 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 263 du code de justice militaire pour l'armée de mer.

Ces codes ayant été promulgués dans les territoires relevant du ministère des colonies, il a paru nécessaire de rendre également applicable dans ces territoires le décret-loi du 9 mars 1940.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction, si toutefois vous en approuvez la teneur.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*

Edouard DALADIER.

*Le ministre de la marine militaire,*

C. CAMPINCHI.

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Albert SÉROL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, des ministres de la marine militaire et des colonies;

Vu le décret-loi du 9 mars 1940 modifiant l'article 250 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 263 du code de justice militaire pour l'armée de mer;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 9 mars 1940, modifiant l'article 250 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 263 du code de justice militaire pour l'armée de mer, sont applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, les ministres de la défense nationale et de la

guerre, de la marine militaire et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux journaux officiels des diverses colonies et aux bulletins officiels des ministères de la guerre, de la marine et des colonies.

Fait à Paris, le 17 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre de la marine militaire,*  
C. CAMPINCHI.

(Voir texte du décret-loi du 9 mars 1940 au J. O.  
R. F. du 10 mars 1940 — pages 1790-1791).

**Répression de la publication d'informations de nature  
à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée  
et des populations**

ARRETE N° 318 promulguant au Togo le décret du 18 mai 1940 appliquant au Togo et au Cameroun les dispositions du décret-loi du 20 janvier 1940 complétant le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse dans le territoire du Togo, promulgué au Togo le 31 janvier 1923;

Vu le décret du 27 août 1939 relatif au contrôle de la presse étrangère au Togo, au Cameroun et dans le pays de protectorat de l'Indochine, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu le décret du 28 septembre 1939 portant application à l'Indochine, au Togo et au Cameroun des dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, promulgué au Togo le 17 décembre 1939;

Vu le décret du 18 mai 1940 précité;

Vu la D. M. n° 32 du 4 juin 1940;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 mai 1940 appliquant au Togo et au Cameroun les dispositions du décret-loi du 20 janvier 1940 complétant le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939

réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse au Togo;

Vu le décret du 27 octobre 1923 relatif au régime de la presse au Cameroun;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, déclaré applicable au Togo et au Cameroun par le décret du 28 septembre 1939;

Vu le décret-loi du 20 janvier 1940, complétant le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi du 20 janvier 1940 susvisé complétant le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, sont déclarées applicables au Togo et au Cameroun.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

DECRET complétant le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 20 janvier 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des



populations permet malaisément, suivant une interprétation qui en a été donnée par plusieurs arrêts récents, de sanctionner certains propos séditieux d'ordre purement subjectif, qui, sans constituer l'affirmation objective d'un fait précis, ni présenter en eux-mêmes et par eux seuls le caractère juridique d'un « acte » nuisible à la défense nationale, ne sont pas moins susceptibles d'exercer sur le moral de la population ou de l'armée une influence néfaste, et de favoriser les entreprises de l'ennemi.

Il est nécessaire cependant de sanctionner de tels propos et l'objet du présent texte est d'instituer, en vue de leur répression, des pénalités qui, tout en étant plus faibles que celles qui frappent la publication d'informations défaitistes, n'en seront pas moins efficaces.

Il convient de préciser que la nouvelle disposition envisagée ne saurait avoir pour but, dans un pays comme le nôtre, de s'opposer à toute interprétation des événements, de supprimer toute libre manifestation d'opinion.

Ce que nous entendons réprimer, ce sont ces fausses assertions qui, se présentant comme la manifestation d'opinions personnelles, correspondent en réalité aux mots d'ordre de la propagande ennemie et qui, exprimées publiquement, marquent, chez leurs auteurs, l'intention caractérisée de nuire à la défense nationale en portant atteinte au moral de l'armée ou des populations.

Nous avons l'honneur, en conséquence, de vous soumettre le texte ci-joint, avec l'espoir qu'il rencontrera votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*  
Edouard DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Georges BONNET.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Albert SARRAUT.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations;

Vu la loi du 8 décembre 1939 modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations est complété ainsi qu'il suit :

« Art. 2 bis. — Si les discours ou propos, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches, visés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, sans présenter le caractère d'une information, sont, néanmoins, de nature à favoriser les entreprises d'une puissance étrangère contre

la France, ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, la peine sera de un mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 50 à 5.000 francs ».

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1939.

Fait à Paris, le 20 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*  
Edouard DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Georges BONNET.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Albert SARRAUT.

#### Règlementation minière

ARRETE N° 317 promulguant au Togo le décret du 29 mai 1940 portant modification de la législation minière dans certaines colonies et territoires sous mandat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets des 26 octobre 1927 et 26 décembre 1931 portant réglementation minière au Togo, promulgués au territoire du Togo par arrêtés nos 659 et 37 des 14 décembre 1927 et 27 janvier 1932;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines colonies, promulgué au Togo le 3 septembre 1938;

Vu le décret du 29 mai 1940 portant modification de la législation minière dans certaines colonies et territoires sous mandat;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 mai 1940 portant modification de la législation minière dans certaines colonies et territoires sous mandat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 23 décembre 1934, 13 octobre 1935, 20 décembre 1938, 26 janvier 1912, 25 août 1927, 13 octobre 1933, portant réglementation minière respectivement en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Madagascar, Indochine, Nouvelle-Calédonie, dans les territoires des îles Saint-Pierre et Miquelon;

Vu les décrets des 16 octobre 1917 et décrets subséquents portant réglementation minière en Guyane et en Inini et notamment le décret du 24 juillet 1932;

Vu les décrets des 5 février 1935 et 26 octobre 1927 portant réglementation minière, respectivement dans les territoires du Cameroun et du Togo, placés sous le mandat de la France;

Vu le décret du 17 octobre 1927 et les décrets subséquents portant réglementation minière dans les établissements français de l'Océanie;

Après l'avis du comité des travaux publics des colonies;  
Sur le rapport du ministre des colonies;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs, commissaires de la République suivant les cas, soumis à l'approbation du ministre des colonies, fixeront pour l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, les établissements français de l'Océanie, la Guyane et les territoires de l'Inini, l'Indochine, Madagascar, la Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre et Miquelon, le Cameroun et le Togo, les conditions dans lesquelles la validité des droits miniers pourra être prorogée en faveur des titulaires qui seront susceptibles d'établir que la mobilisation leur a occasionné diverses difficultés les mettant dans l'impossibilité d'exploiter normalement ou de satisfaire aux diverses prescriptions des règlements miniers.

ART. 2. — Les prorogations de validité des permis ainsi accordés ne donneront lieu, à la charge des bénéficiaires, à la perception d'aucune taxe.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des colonies et territoires visés à l'article 1<sup>er</sup>.

Fait à Paris, le 29 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
LOUIS ROLLIN.

## Intermédiaires

ARRETE N° 315 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 30 mai 1940 relatif aux intermédiaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, promulgué au Togo le 25 septembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 relatif aux intermédiaires dans les colonies et territoires africains sous mandat français, promulgué au Togo le 27 décembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques dans les colonies et territoires africains sous mandat, promulgué au Togo le 19 mars 1940;

Vu le décret et l'arrêté interministériel du 20 mai 1940 relatifs 1<sup>o</sup> à l'application dans les colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or; 2<sup>o</sup> aux opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat, promulgués au Togo le 8 juin 1940;

Vu l'arrêté interministériel du 30 mai 1940 relatif aux intermédiaires;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 30 mai 1940 relatif aux intermédiaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte de l'arrêté susvisé du 30 mai 1940 au J. O. R. F. du 1<sup>er</sup> juin 1940 — page 4125).

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## Exportations des produits coloniaux

## Maïs

ARRETE N° 312 réglementant l'exportation des maïs du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 décembre 1939 réglementant l'exportation des produits coloniaux;

Vu la dépêche ministérielle n° 8.222 du 31 mai 1940;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les maïs récoltés dans le territoire du Togo ne peuvent être exportés que par l'intermédiaire du Syndicat des Exportateurs de maïs d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française.

ART. 2. — Les licences d'exportation seront délivrées, sous le contrôle du directeur du service des échanges commerciaux, par le représentant dudit Syndicat au Territoire.

ART. 3. — Pourront seuls bénéficier des autorisations d'exportation les commerçants et planteurs, membres du Syndicat, à la condition d'avoir effectivement exporté du maïs et payé la patente afférente au cours des deux dernières années précédant le 3 septembre 1939.

ART. 4. — Les licences seront accordées proportionnellement aux stocks existant dans les ports d'embarquement suivant la répartition qui sera fixée par le représentant du Syndicat.



ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

### Huile de palme

ARRETE N° 313 réglementant l'exportation de l'huile de palme du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 décembre 1939 réglementant l'exportation des produits coloniaux;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 45 du 4 juin 1940;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'huile de palme produite dans le territoire du Togo ne peut être exportée que par l'intermédiaire du Syndicat Général des producteurs et exportateurs d'huile de palme des colonies françaises.

ART. 2. — Les licences d'exportation seront délivrées, sous le contrôle du directeur du service des échanges commerciaux, par le représentant dudit Syndicat au Territoire.

ART. 3. — Pourront seuls bénéficier des autorisations d'exportation les commerçants et planteurs, membres du Syndicat, à la condition d'avoir effectivement exporté de l'huile de palme et payé la patente afférente au cours des deux dernières années précédant le 3 septembre 1939.

ART. 4. — Les licences seront accordées proportionnellement aux stocks existant dans les ports d'embarquement suivant la répartition qui sera fixée par le représentant du Syndicat.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

## DIVERS

### Campagne de cacao

Par arrêté n° 320 du :

19 juin 1940. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 284 du 1<sup>er</sup> juin 1940 fixant la date d'ouverture de la campagne intermédiaire d'achat du cacao.

Sont interdites jusqu'au premier octobre 1940 toutes transactions concernant le cacao.

### Domaines

### Commissions

Par décision n° 343 du :

16 juin 1940. — Une commission composée de :

M. Le commandant de la subdivision administrative de Lomé, . . . . . *Président*

M.M. Berthon, agent des travaux publics à Lomé, représentant de l'administration, . . . . .

Tamakloe Théophile, président du conseil des notables de Lomé, . . . . . *Membres*

Olympio Sylvanus, agent de commerce à Lomé, représentant les concessionnaires, . . . . .

Les concessionnaires eux-mêmes;

se réunira sur place à Ahanoukopé, sur convocation de son président, à l'effet de constater la mise en valeur effectuée sur certains lots du lotissement d'Ahanoukopé, occupés respectivement par les nommés : Gabriel Agbessi (lot n° 9), Tidjani Ali (lot n° 52), Agnès Ekoué (lot n° 72), Hooper Alfred (lot n° 81) Joseph Lodonou (lot n° 118).

Il sera dressé pour chaque opération un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

### Rôles

Par arrêté n° 319 du :

19 juin 1940. — Sont approuvés et rendus exécutoires certains rôles dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de cinquante trois mille sept cent cinq francs (53.705 frs) :

N° DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Rôle supplémentaire — Exercice 1939.</i>				
365	Lomé (C.M.)	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . . .	987,—	
		Rachat des prestations . . . . .	80,—	
		Centimes additionnels C. M. Lomé . . . . .	46,—	
			1.113,—	1.113,—
<i>Rôles primitifs — Exercice 1940.</i>				
127	Trésor	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	700,—	
		Centimes additionnels . . . . .	35,—	
			735,—	735,—
128	Lomé (C.M.)	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . . .	45.230,50	
		Rachat des prestations . . . . .	5.120,—	
		Centimes additionnels . . . . .	1.506,50	
			51.857,—	51.857,—
		Exercice 1940		52.592,—
		Report exercice 1939 . . . . .		1.113,—
		Total général . . . . .		53.705,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 15 mai 1940 pour l'exercice 1939 et au 20 juin pour l'exercice 1940.

**Société**

Par arrêté n° 314 du :

16 juin 1940. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une société dénommée « Jeunesse Togolaise » dont le siège est à Lomé — Rue de Camp, et dont le but est l'organisation des soirées théâtrales.

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

**Transports maritimes****Contrôle des pièces comptables**

Par décision n° 336 du :

13 juin 1940. — M. Sanson, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est chargé du contrôle des pièces comptables établies par l'agent délégué de la direction des transports maritimes concernant l'exploitation des navires affrétés par l'Etat.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de bornage**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le vendredi 19 juillet 1940 à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeu-

ble situé à Anécho, quartier Adjidogan, cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 10 ares.35 centiares, et borné au nord par terrain à William Agbenou, à l'est par terrain à Fritz Wilson, au sud par terrain à Joseph Okouandé Tossou, à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur David Apetévi Zekpa, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 8 juin 1940, n° 1127.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
Pic.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

**AVIS**

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 99 du Décret du 24 juillet 1906, organisant le régime de la Propriété Foncière, de la perte de la copie du Titre Foncier numéro 607 du Livre Foncier du Cercle de LOMÉ, appartenant aux héritiers de feu Timothy Agbétsiafa ANTHONY.

*Pour première insertion.*